

Message adressé par les États membres du Pacte de Varsovie à tous les pays européens (Budapest, 17 mars 1969)

Légende: Le 17 mars 1969, dans un message adressé à tous les pays européens, les États membres du Pacte de Varsovie se prononcent pour l'établissement de relations de bon voisinage avec l'Occident et appellent à la mise en place d'une conférence sur la sécurité en Europe.

Source: Problèmes politiques et sociaux: Articles et documents d'actualité mondiale : Les projets de conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. ; Réd. Chef LE NAN, Maurice. 11.08.1972-18.08.1972, n° 137-138. Paris: La Documentation française. "Message adressé par les États membres du Pacte de Varsovie à tous les pays européens (Budapest, 17 mars 1969)", p. 60-61.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/message_adresse_par_les_etats_membres_du_pacte_de_varsovie_a_tous_les_pays_europeens_budapest_17_mars_1969-fr-ad406a56-f121-4d4e-9721-87700f88211e.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Message adressé par les États membres du Pacte de Varsovie à tous les pays européens (Budapest, 17 mars 1969)

Source: Documents Officiels, Paris n°15 et 16, 9-22 avril 1969

Les Républiques populaires (démocratiques ou socialistes) de Bulgarie, de Hongrie, d'Allemagne, de Pologne, de Roumanie, d'Union Soviétique et de Tchécoslovaquie — Etats-membres du Pacte de Varsovie — ayant participé à la Conférence du Comité politique consultatif, expriment le désir de leurs peuples de vivre en paix et en bonne intelligence avec les autres peuples européens, et leur ferme volonté de contribuer à établir un climat de sécurité et de coopération sur notre continent et invitent tous les Etats européens à multiplier leurs efforts en vue de consolider la paix et la sécurité en Europe.

Le présent et l'avenir des peuples d'Europe sont indissolublement liés au maintien et au renforcement de la paix sur notre continent. Une véritable sécurité et une paix durable peuvent être assurées si la pensée, l'activité et l'énergie des Etats européens s'orientent vers la détente, vers le règlement des problèmes internationaux urgents, compte tenu des réalités concrètes, vers une coopération générale en Europe.

L'établissement de relations de bon voisinage, de la confiance et de la compréhension mutuelles dépend de la volonté et des efforts des peuples et des gouvernements européens. L'Europe contemporaine, issue des traités conclus après la Deuxième Guerre mondiale, représente une trentaine de grands et de petits Etats, différents par leur structure sociale, leur situation géographique et leurs intérêts. Mais ils sont tenus par leur passé de vivre côte à côte — fait que rien ne pourra changer.

Un nombre toujours plus grand de gouvernements, de parlements, de partis et d'hommes d'Etat commencent à comprendre que, face aux générations montantes, c'est à eux qu'il incombe d'empêcher en Europe un conflit armé.

Or il subsiste encore en Europe des éléments hostiles au règlement pacifique des problèmes en suspens, des éléments qui préfèrent créer de nouvelles forces armées, des fusées, des programmes militaires prévus pour des dizaines et des dizaines d'années à l'avance.

Ils sont suivis dans cet état d'esprit par ceux qui n'ont pas su tirer la leçon de la Deuxième Guerre mondiale, dont le résultat fut l'écrasement du militarisme et du nazisme allemands. Leurs manoeuvres sont à l'origine de la tension et des difficultés internationales actuelles.

Les pays membres du Pacte de Varsovie considèrent comme un devoir de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter à l'Europe de nouveaux conflits militaires, pour l'ouvrir à une plus grande coopération entre tous les pays européens, quelle que soit leur structure sociale, et sur la base de la coexistence pacifique.

Aussi compliqués que puissent être les problèmes encore en suspens, ils doivent être réglés par la voie pacifique, par la voie de négociations, et non par la force ou le chantage. Après avoir analysé la situation en Europe, les Etats membres du Pacte de Varsovie estiment qu'il est réellement possible d'assurer la sécurité européenne grâce aux efforts conjugués de tous et en tenant compte des intérêts des uns et des autres.

Voici trois ans les Etats membres du Pacte de Varsovie ont, au cours de leur réunion à Bucarest, proposé de réunir une conférence paneuropéenne pour discuter de la sécurité européenne et de la coexistence pacifique. Il s'est avéré depuis qu'aucun Etat n'était opposé à l'idée d'une telle conférence et qu'il existait des possibilités réelles de tenir une telle réunion.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les pays européens n'ont encore jamais tenu de conférence générale, malgré l'existence d'un grand nombre de problèmes en suspens. Si la paix passe avant toute autre considération il n'y a pas de raison valable de remettre la réunion d'une conférence paneuropéenne.

Une telle conférence répond aux intérêts de tous les Etats européens. Elle permettrait de trouver la voie et les moyens de mettre fin à l'état de scission où se trouve l'Europe, divisée en blocs militaires, et de favoriser la

coopération pacifique entre ces Etats.

Mais il existe toujours des forces dans le monde qui cherchent à maintenir la division sur notre continent en poursuivant une politique de tension, en rejetant la coopération pacifique entre les Etats et les peuples, en refusant de réunir une conférence paneuropéenne, comme de rechercher d'autres mesures destinées à sauvegarder la sécurité.

Les pays membres du Pacte de Varsovie sont convaincus que le développement de la coopération entre pays européens représente l'unique solution devant la menace d'un conflit militaire, la course aux armements, les discordes que les forces agressives cherchent à favoriser pour ruiner les traités issus de la Deuxième Guerre mondiale et refaire la carte de l'Europe.

Les Etats membres du Pacte de Varsovie réitèrent leurs propositions hostiles à la division du monde en blocs antagonistes, à la course aux armements et aux menaces qui en résultent pour la paix et la sécurité des peuples, propositions contenues dans la déclaration de Bucarest de 1966 sur la sauvegarde de la paix et de la sécurité en Europe.

L'intérêt vital des peuples européens est de prévenir les conflits militaires, de renforcer les relations politiques, économiques et culturelles fondées sur l'égalité, le respect de l'indépendance et de la souveraineté. Un système cohérent de sécurité européenne favoriserait l'atteinte en commun d'objectifs importants dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'exploration de l'atmosphère et des eaux, de la santé publique, domaines qui sont tous étroitement liés à la prospérité de la population de tout notre continent.

C'est précisément cette communauté d'intérêts qui peut et doit devenir le fondement de la coopération européenne.

L'une des conditions essentielles de la sécurité est l'inviolabilité des frontières actuelles, notamment de la frontière Oder-Neisse et des frontières entre la R.D.A. et la R.F.A. ; enfin, il doit être mis fin aux prétentions de la R.F.A. de représenter tout le peuple allemand, comme d'accéder à l'armement atomique sous quelque forme que ce soit. Berlin-Ouest possède un statut particulier et n'appartient pas à la R.F.A.

Un premier pas pratique vers le renforcement de la sécurité européenne serait la rencontre prochaine des représentants de tous les pays européens intéressés à établir, d'un commun accord, les modalités d'une conférence paneuropéenne et son ordre du jour.

Nous sommes prêts à prendre en considération toute autre proposition concernant ces modalités.

Les Etats membres du Pacte de Varsovie invitent tous les pays européens à coopérer dans ce sens et à créer les conditions susceptibles d'assurer le succès d'une telle conférence en laquelle reposent les espoirs des peuples. Pour que cet événement, qui marquerait une date historique dans la vie de notre continent, se réalise, les représentants des pays participant à la conférence de Budapest adressent à tous les pays européens un appel solennel en vue de renforcer le climat de confiance et de renoncer à toute action susceptible d'envenimer les rapports entre les Etats. Ils leur demandent de passer des déclarations générales aux actes concrets, au nom de la détente et du désarmement, de la coopération et de la paix. Ils invitent tous les gouvernements européens à unir leurs efforts pour que l'Europe devienne le continent de la coopération fructueuse entre nations égales, un facteur de stabilité, de paix et de compréhension mutuelle dans le monde entier.